

Caminando En marche!



Les femmes autochtones du Brésil mobilisent leur force ancestrale dans la lutte pour leurs droits face à la crise de la COVID-19

Christiane Julião Pankararu, Rosa Lima Peralta and Maïra de Roussan

Volume 35, Number 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97504ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (print)

2563-6464 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Julião Pankararu, C., Lima Peralta, R. & de Roussan, M. (2021). Les femmes autochtones du Brésil mobilisent leur force ancestrale dans la lutte pour leurs droits face à la crise de la COVID-19. *Caminando / En marche!*, 35(2), 37–41.

Les femmes autochtones du Brésil mobilisent leur force ancestrale dans la lutte pour leurs droits face à la crise de la COVID-19¹

Par Christiane Julião Pankararu, Rosa Lima Peralta et Maïra de Roussan

La pandémie de la COVID-19 au Brésil a profondément affecté les peuples autochtones du Brésil, qui comptent 900 000 personnes, regroupées en 305 peuples divers, locuteurs de 274 langues, et dont 448 000 sont des femmes. Elle a touché 163 peuples différents, et a causé au moins 58 000 cas de maladie et plus de 1 000 décès.

La crise sanitaire s'ajoute à une crise sociale et politique sans précédent au Brésil. Depuis l'arrivée de Jair Bolsonaro au pouvoir en 2018, on a constaté la mise en place d'un processus de démantèlement et/ou d'élimination des politiques et institutions publiques protégeant les droits des peuples et communautés traditionnelles et de l'environnement.

Dans le cadre de cet entretien, la leadeuse autochtone Cristiane Julião Pankararu nous présente un portrait des impacts de la COVID-19 sur les territoires, ainsi que les stratégies employées par les peuples autochtones pour les affronter.

Elle nous raconte comment les femmes autochtones ont trouvé des moyens de renforcer leurs processus de mobilisation malgré la crise sanitaire, tout en se plaçant en première ligne dans la lutte contre les différentes pandémies auxquelles les peuples autochtones résistent depuis leur premier contact avec la société non autochtone.

La consolidation du mouvement des femmes autochtones en temps de pandémie

Créée en mars 2021, l'Alliance nationale des femmes autochtones guerrières de l'ancestralité (ANMIGA) rassemble des femmes autochtones des six biomes du Brésil, formant un mouvement politique et social pour la garantie des droits, du territoire et de la vie des peuples autochtones.

Selon Cristiane Pankararu, la création de l'ANMIGA découle d'un long processus d'organisation et de mobilisation des femmes autochtones. L'ANMIGA est devenue un instrument fondamental de résistance face à la pandémie.

Christiane raconte :

« L'arrivée de la pandémie de COVID-19 a favorisé la création de l'ANMIGA, car nous avons constaté plus que jamais l'importance de nous unifier, nous nous sommes rendu compte que nous, les femmes autochtones, étions dans le même bateau, je veux dire, dans la même bouée, à essayer de survivre. Il fallait s'accrocher à ceux qui se mouillaient, rassembler tout le monde sur cette bouée, car personne ici ne va couler.

Le nom ANMIGA a été créé récemment, en février 2021, mais c'est le résultat d'un processus qui dure depuis les premières discussions au sein du collectif *Voz pelo fim da violência contra as mulheres indígenas* (Voix de femmes autochtones pour mettre fin à la violence), initié en 2015. Entre 2015 et 2019, nous avons été très actives au sein de l'Acampamento Terra Livre (ATL),

on a profité de la présence des femmes autochtones dans cet espace de mobilisation nationale. La première marche des femmes autochtones s'est tenue en août 2019. C'était très chouette, car depuis cet événement, la participation des femmes autochtones a augmenté de plus en plus.

Nous avons toujours été des participantes assidues du mouvement autochtone, de notre village, du mouvement local au mouvement national et international. Cependant, il s'agissait d'une participation secondaire, car, même si nous étions présentes, lorsqu'il fallait parler et agir, le rôle des hommes avait toujours plus de visibilité.

Depuis 2015, nous avons commencé à questionner : pourquoi ne pouvons-nous pas également être les porte-paroles de nos (propres) revendications ? Pourquoi ne pouvons-nous pas également occuper des mandats électoraux et être élues ? Il ne s'agit pas d'un mouvement qui vise à être supérieur aux hommes et à dévaloriser les actions des hommes, mais plutôt à marcher main dans la main. Lorsque l'un est absent, l'autre intervient, sans distinction de genre, de sexe ou de condition. Nous pouvons jouer ces rôles simultanément.

La Marche des femmes autochtones nous a permis de briser le silence. Les femmes ont ainsi commencé à découvrir qu'elles sont les porteuses et les oratrices de leurs propres revendications, en mettant en avant leurs agendas et leurs besoins afin

ATL : Acampamento Terra Livre (Campement Terre Libre)

L'ATL, qui se tient depuis 2004, est la plus grande mobilisation autochtone nationale. Chaque année, des autochtones de toutes les régions campent dans la capitale du Brésil pour faire valoir leurs revendications auprès de l'État brésilien. Lors de sa première édition, l'Articulation des peuples autochtones du Brésil (APIB) a été fondée. La mobilisation d'avril 2021 a été réalisée en ligne et avait comme thème : « Notre combat est toujours pour la vie. Ce n'est pas seulement un virus ! »

d'améliorer leurs réalités, et en rendant visibles d'autres formes de violence, physique, émotionnelle et patrimoniale. Il est très important pour nous de mettre en place des moments de discussion et de dénonciation ainsi que de rechercher des politiques publiques visant à assurer la sécurité et la participation socioéconomique des femmes autochtones.

ANMIGA a alors été lancée en mars 2021, lorsque la première marche des femmes autochtones a rejoint la marche des Margaridas, qui a lieu depuis 2000.

Tout au long du mois de mars, nous avons organisé des réunions virtuelles, réunissant des femmes autochtones qui ont abordé et promu les particularités et le potentiel des différents biomes du Brésil : les femmes — arbres (Amazonie), les femmes — semences (forêt atlantique, Caatinga et Pampa) et les femmes — terre (Cerrado et Pantanal).

Nous tenons des réunions virtuelles hebdomadaires pour aborder nos enjeux et les dossiers qui attirent davantage l'attention. Il y a eu beaucoup de participation, vous

voyez ? Il s'agit d'un espace ouvert où les femmes viennent de partout. Il y a donc des femmes autochtones qui participent du nord-est au sud-est, c'est une grande assemblée à nouveau.

Cette année, en septembre, nous avons organisé la deuxième marche des femmes autochtones, qui a rassemblé plus de cinq mille femmes à Brasilia, dans le cadre du thème « Femmes originaires : reboiser les esprits pour la guérison de la Terre ».

Nous développons en parallèle un projet de formation politique pour les femmes autochtones, qui mobilise deux femmes par État. Le projet « Reboiser les esprits » reprend le concept des femmes originaires, « La mère du Brésil est autochtone », en mettant en valeur les biomes et en menant des discussions sur les changements climatiques, sur la préservation et la conservation de l'environnement. Ces projets cherchent également à préparer les femmes autochtones à participer à des conférences telles que la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Conférence sur le climat (COP) et le Forum international des Nations unies à New York.

Nous préparons un projet visant à offrir des cours d'anglais à au moins dix femmes autochtones, car l'incidence orale est fondamentale dans ces événements internationaux. Je ne veux absolument pas diminuer l'importance des partenaires qui ont joué ce rôle de traduction. Sans eux, nous n'aurions pas avancé aussi loin, mais il est très important que les femmes autochtones aient l'autonomie nécessaire pour parler par elles-mêmes. Souvent, ce sont les conversations informelles, dans le couloir, au déjeuner ou pendant une pause-café qui nous apportent le plus de force, plutôt que de parler pendant deux minutes dans un panel. C'est à ces moments-là que les alliances se forment et nous n'avons pas cette mobilité,

nous n'avons pas la possibilité de parler ou de lire un document en toute confiance. Nous cherchons donc à obtenir un soutien pour ce cours de langue. Cela permettra de garantir qu'on soit qualifiées et de faciliter l'incidence sociopolitique dans les espaces internationaux et la coordination avec d'autres mobilisations autochtones ».

Le rôle des femmes dans le plan d'urgence autochtone

Les peuples autochtones sont parmi les groupes les plus vulnérables à la COVID-19 au Brésil. Face à la négligence du gouvernement fédéral, l'APIB et ses organisations régionales ont élaboré un plan pour affronter la situation d'extrême vulnérabilité des peuples autochtones. Le plan s'organise autour de trois axes : actions d'urgence de soins intégraux et différenciés dans la lutte contre la COVID-19, actions d'incidence judiciaire et politique et actions de communication et d'information sanitaire.

Cristiane décrit le rôle de leadership des femmes autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre de ce plan².

« Au tout début de la pandémie, ce sont les femmes qui ont sonné l'alarme pour que les populations autochtones soient considérées comme des groupes à risque. Sous la direction de Sônia Guajajara, coordonnatrice exécutive de l'Articulation des peuples autochtones du Brésil (APIB), les femmes ont organisé une réunion virtuelle qui a par la suite



Visitez le site Web et consultez le manifeste de l'ANMIGA

Le discours de haine promu par le président et ses partisans nous a permis de réaliser qu'il est plus que jamais nécessaire pour les femmes de s'unir et de renforcer nos formes d'organisation. Ceci est essentiel parce qu'ils créent des divisions au sein de la population autochtone.

rassemblé des hommes et des femmes. C'est à partir de ce moment-là que le Congrès du Brésil a commencé à subir des pressions pour mettre en œuvre le projet de loi sur l'urgence autochtone.

Nous travaillons sur ce projet toute l'année, en comptant et en compilant chaque cas dans les territoires autochtones. Étant donné que les femmes autochtones sont les principales responsables du travail de soin, nous avons fini par prendre la tête de ce suivi. Ce sont les femmes qui ont le don de remarquer quand quelqu'un est malade. Les informations sur les personnes malades ou décédées étaient transmises par l'application de clavardage WhatsApp.

Nos connaissances et notre compétence en matière de communication ont donc été très efficaces lorsqu'il a fallu contacter rapidement l'équipe multidisciplinaire de santé autochtone pour obtenir des médicaments ou même pour informer les dirigeants locaux des victimes et des décès.

Nous nous sommes vite rendu compte que les chiffres que nous avions calculés ne correspondaient pas aux chiffres officiels du gouvernement fédéral. Mais nos données sont aussi officielles, car elles reflètent la réalité locale.

En outre, les femmes ont mené en février 2021 le mouvement « Vacina, Parente » qui vise à lutter contre les fake news sur les vaccins et à inclure toutes les populations autochtones dans

le plan de vaccination du Brésil. Au départ, le gouvernement a uniquement inclus les personnes autochtones qui se trouvaient dans un territoire reconnu ou dans le système d'information sanitaire autochtone, excluant ainsi les autochtones vivant en milieu urbain et les autres peuples et communautés traditionnelles (PCT³). Nous avons donc participé à plusieurs campagnes concernant la COVID-19 pour permettre aux Autochtones qui se trouvaient dans des centres urbains ou en situation territoriale irrégulière de se faire vacciner.

Le projet d'urgence autochtone a évolué vers une urgence nationale, puisque nous avons réussi à approuver une loi qui prend en compte tous les segments des PCT. Ceci est le résultat du rôle des femmes autochtones dans la consolidation des alliances entre les différents peuples et communautés qui composent la sociodiversité brésilienne ».

La pandémie de la colonisation et la guérison à partir de la terre

Le 9 août, dans le cadre de la Journée internationale des peuples autochtones, l'APIB a déposé une plainte auprès de la Cour pénale internationale (CPI) sollicitant une analyse des crimes commis par le gouvernement de Jair Bolsonaro, en portant une attention particulière à la période de la pandémie de COVID-19. C'est la première fois dans l'histoire que des peuples autochtones, par l'intermédiaire de leurs avocats autochtones, s'adressent à la CPI pour demander une enquête concernant des crimes contre l'humanité.

« Nous disons souvent que notre mort, c'est-à-dire la mort des peuples autochtones, des *Quilombolas*, des peuples traditionnels, de la population noire et d'autres groupes périphériques, convient parfaitement au gouvernement de Bolsonaro.

Le discours de haine promu par le président et ses partisans nous a permis de réaliser qu'il est plus que jamais nécessaire pour les femmes de s'unir et de renforcer nos formes d'organisation. Ceci est essentiel parce qu'il crée des divisions au sein de la population autochtone. Malheureusement, nous voyons certaines personnes autochtones défendre les intentions de ce gouvernement d'ouvrir les territoires autochtones à l'exploitation minière à grande échelle et à l'agrobusiness. Il s'agit de la vieille stratégie visant à coopter des individus, comme s'ils introduisaient de mauvaises herbes dans notre forêt. Il s'agit d'un nouveau chapitre de l'histoire vécue par les peuples autochtones du Brésil depuis plus de 500 ans. C'est un processus de colonisation qui n'est pas terminé et qui veut soumettre les peuples autochtones à des conditions de vulnérabilité pour que nous abandonnions nos modes de vie.

Ici, dans le Nord-Est, par exemple, l'eau est utilisée pour contrôler les gens et obtenir des votes. Dans mon village, il y a des sources d'eau. Chez moi, l'approvisionnement d'eau provient de la source, mais ce n'est pas la réalité de toutes les maisons ici. De nombreuses familles

disposent de citernes, mais elles doivent souvent être alimentées par des camions-citernes. Cependant, un autre problème se pose alors, car les familles dépendent du gouvernement local pour payer le camion-citerne, ou bien elles sont obligées de payer pour ce service, et ce n'est pas tout le monde qui peut se le permettre, n'est-ce pas ? Il est donc nécessaire que les gens se réunissent pour apporter une petite contribution afin d'obtenir de l'eau.

Pour pallier le manque d'eau, il existe de très bonnes initiatives, comme celle du peuple Kapinawá, ici dans la municipalité de Buíque, dans la région Agreste de Pernambuco. L'association Kapinawá a créé un projet intitulé « Planter de l'eau ». Les familles ont réussi à construire des citernes aménagées dans une zone montagneuse, où elles peuvent recueillir l'eau de pluie. Cependant, de nombreuses familles ici n'ont ni de citerne ni les ressources pour payer un camion-citerne ou encore vivent dans des endroits où il est difficile pour ces derniers d'accéder. Ils doivent soit porter l'eau sur leur tête, soit la transporter avec des animaux pour assurer un minimum d'eau.

Ainsi, les impacts du déni concernant l'accès à l'eau font partie de notre réalité à cause de ce pouvoir colonialiste qui n'a pas encore été surmonté.

Pour les peuples du Nord-Est, en particulier, le veto imposé par le président Bolsonaro à la garantie de l'accès à l'eau dans la loi adoptée pour lutter contre la COVID-19 dans les territoires des peuples et communautés traditionnelles est une preuve supplémentaire qu'il n'a absolument pas l'intention de nous protéger.

Outre les problèmes historiques des peuples autochtones, nous sommes confrontés à des attaques accrues

de l'agrobusiness et des incendies, qui intensifient le processus de changement climatique. La pandémie de COVID-19 a encore aggravé la situation. Au cours de cette période, nous avons repris de nombreuses pratiques alimentaires traditionnelles. En raison du changement climatique, les précipitations sont trop fluctuantes. Le calendrier agricole ici dans le biome de la Caatinga n'est plus ce qu'il était. Les mois de février et mars étaient autrefois des mois de pluie et de plantation de maïs et de haricots, dont la récolte avait lieu en juin et juillet.

Dernièrement, cependant, il pleut un jour ou deux, puis nous avons une semaine entière de sécheresse... les fruits sont plus petits ou malades et la production a diminué. Mais en période de pandémie, c'est ce qui a tué la faim. Nous avons mangé beaucoup de mangues, de pommes de pin, de goyaves, de noix de cajou, de noix de coco et de pastèques. Tout ce que nous voulons planter ici porte des fruits, il nous faut juste de l'eau.

Nous avons repris notre médecine traditionnelle pour nous protéger, en renforçant notre système immunitaire, en plus des barrières sanitaires. La plupart des gens ont pratiqué la distanciation physique. Ceux et celles qui venaient de l'extérieur et apportaient la maladie se sont isolé·e·s et nous leur avons donné beaucoup de remèdes maison. Tout cela a empêché la maladie de progresser. Ici, dans mon village, nous avons survécu grâce à la médecine traditionnelle jusqu'à l'arrivée du vaccin cette année. Nous avons eu 25 cas, présentant uniquement la perte du goût et de l'odorat, et ce jusqu'en octobre et novembre. Il y a eu quelques décès, mais notamment de personnes qui sont arrivées

infectées et avec une faible immunité, mais il n'y a pas eu autant de décès qu'à l'extérieur.

Les personnes qui préparent ces remèdes sont les gardiennes de nos connaissances traditionnelles, ce sont des hommes ou des femmes choisi·e·s pour leur don de communication, d'écoute des sons de la nature et de l'intuition ainsi que pour leur volonté de rechercher cette connexion. Donc, ce n'est pas tout le monde qui a la capacité de comprendre ce que la force spirituelle dit et ce qu'il faut faire. Par conséquent, il importe peu que vous soyez un homme ou une femme, car les esprits ne font pas cette distinction de genre, ils font une distinction de respect, de bonne volonté et de foi.

Et ces gardien·ne·s ont besoin de toute une préparation, d'un moment de grande concentration, pour récolter les herbes. Ils et elles doivent demander la permission au gardien des forêts, ils et elles reçoivent des conseils de notre force spirituelle pour savoir comment procéder, le dosage de chaque élément et le temps de maturation des feuilles. Si les ingrédients doivent être cuits ou non, ou être piétinés. C'est un travail qui demande beaucoup d'attention.

Mais voilà le problème de cette puissance coloniale qui ne cesse de nous attaquer. Pour préparer notre médecine, nous devons avoir notre espace. Si nous n'avons pas d'espace garanti sur notre territoire, comment pouvons-nous récolter l'herbe, comment pouvons-nous établir ce lien ? Comment pouvons-nous entrer au milieu de la forêt, avoir la tranquillité d'écouter les sons de la nature s'il y a des feux tout autour, s'il y a des groupes criminels autour, si l'eau est polluée par le mercure, par le plomb ? Ainsi, en cette période de pandémie, comment pouvons-nous faire

des traitements de médecine traditionnelle si l'environnement est tout dégradé et si l'insécurité qui plane est énorme ? Il est impossible de le faire, cela rend les choses très difficiles. Nous avons réussi à maintenir nos traditions, mais nous n'avons pas pu avancer davantage en raison de ces violations des droits environnementaux et territoriaux.

De plus, la COVID-19 ne faisait pas partie de notre liste de maladies. Jusqu'à ce que nous comprenions l'effet organique qu'il provoque et que nous cherchions dans la nature, avec nos forces spirituelles, les éléments pour la combattre, nous avons déjà perdu plusieurs vies. Ce processus a pris du temps parce que nous avons peur, n'est-ce pas ? Il y avait tant de gens autour de nous qui mouraient, en agonie, le souffle court, sans savoir pourquoi. Mais après avoir compris comment traiter la maladie, nous avons réussi à en minimiser les effets néfastes.

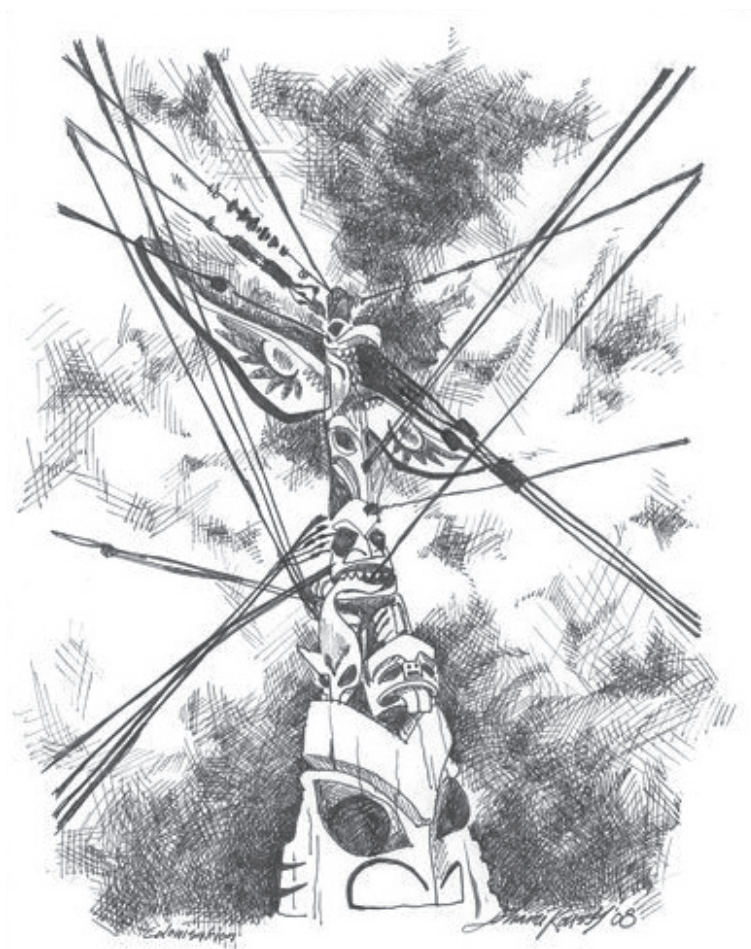
Pourtant, au milieu de toute cette horreur, on trouve le bon côté de l'histoire. Nous avons réussi à nous unir davantage et à nous consolider en tant que mouvement social autochtone, mais aussi à nous rapprocher de nos partenaires et à les contacter plus fréquemment. Grâce à ces efforts et à la solidarité de nombreux partenaires nationaux et internationaux, nous parvenons à résister à l'avancée de la pandémie dans les territoires autochtones, au taux de mortalité élevé et, parallèlement, aux autres violations des droits sociaux et environnementaux qui se produisent à toute vitesse ».

Cristiane Julião appartient au peuple Pankararu. Elle est titulaire d'un diplôme en géographie (CESVASF/PE). Elle détient une maîtrise et est candidate au doctorat en anthropologie sociale au Musée national/UFRJ. Cristiane fait partie de l'Alliance des peuples et des organisations autochtones du Nord-Est, Minas Gerais et Espírito Santo (APOINME) et de l'Alliance des peuples autochtones du Brésil (APIB). Elle est cofondatrice de l'Alliance nationale des femmes autochtones guerrières de l'ancestralité (ANMIGA).

Rosa Lima Peralta est responsable des actions urgentes du CDHAL. Elle est titulaire d'une maîtrise en développe-

ment et environnement de l'Université fédérale de Paraíba (UFPB) et d'un baccalauréat en communication de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), Brésil. Elle a plus de 15 ans d'expérience de travail avec des organisations de défense des droits humains au Brésil, en particulier avec des peuples quilombolas et l'agriculture familiale agroécologique. Elle est cofondatrice du festival environnemental de films MADRE.

Maïra de Roussan est étudiante en sciences politiques et en histoire à l'Université McGill. Elle contribue au CDHAL en tant qu'adjointe au dossier des actions urgentes.



Notes

1 Article basé sur une entrevue par l'équipe des actions urgentes du CDHAL avec Cristiane Julião Pankararu

2 Pour en savoir plus, consultez le site Internet : <https://emergenciaindigena.apiboficial.org/>